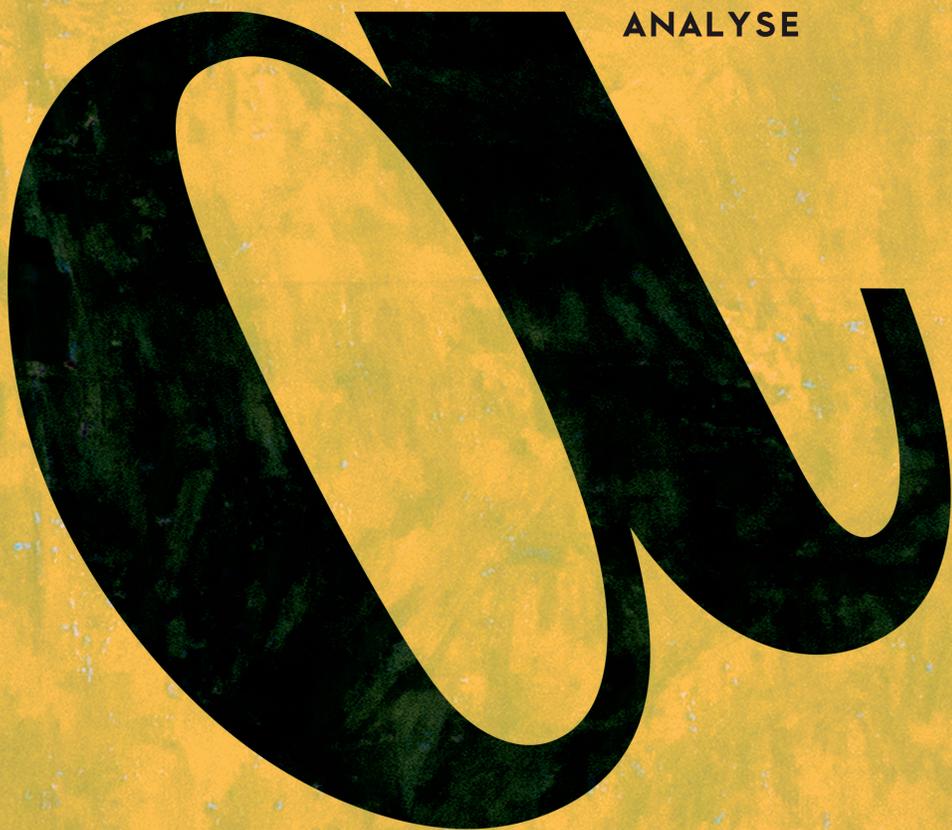


RETOUR SUR
UN VIEUX DÉBAT ENTRE MARXISTES
QUI POURRAIT NOURRIR LA RÉFLEXION SUR
LE RAPPORT ENTRE ÉTAT ET ASSOCIATIONS

FABIO BRUSCHI

ANALYSE



Cette analyse propose une mise en perspective des ambivalences actuelles des rapports du secteur associatif avec l'État à travers la reconstruction du débat, chronologiquement proche mais idéologiquement lointain, entre Louis Althusser et Nicos Poulantzas autour de la question du rapport entre la lutte politique révolutionnaire et l'État. Cette mise en perspective vise à dégager des pistes permettant aux associations de sortir du jeu de miroirs entre la revendication d'une position de contre-pouvoir et l'assomption de logiques de gestion de la population propres à l'État.



Dans cet article, je reconstruirai le débat qui, à la fin des années 1970, a opposé le philosophe Louis Althusser au politologue Nicos Poulantzas autour du rapport qu'une lutte politique à visée révolutionnaire devrait entretenir avec le pouvoir et les appareils d'État. Il me semble que les associations pourraient tirer le plus grand profit des perspectives stratégiques qui s'en dégagent, du moins lorsqu'elles se donnent pour ambition de changer les politiques de l'État, au lieu de simplement contribuer à les appliquer.

Les rapports des acteurs associatifs à l'État sont très variés : on peut identifier des différences de taille entre organisations institutionnalisées ou non, subsidiées ou non, visant à influencer les pouvoirs publics ou non, visant à améliorer le fonctionnement de la société ou à la transformer radicalement. De manière générale toutefois, les associations sont prises entre leur assomption, sous le contrôle de l'État, des fonctions de gestion, soutien, orientation et représentation de la population que l'État tend de plus en plus à externaliser et leur positionnement comme des nœuds de contre-pouvoir à distance de l'État¹. Cette ambivalence découle de leur centralité au sein de la sphère publique moderne, dont la fonction historique a été de permettre à la bourgeoisie d'asseoir son hégémonie à travers la transformation, en partie réelle et en partie illusoire, d'un intérêt de classe en un intérêt général par l'ouverture d'un espace reconnu de contrôle et de critique citoyenne de l'État².

Le débat entre Althusser et Poulantzas s'inscrit dans un contexte profondément différent du nôtre : celui du début de la crise d'un mouvement ouvrier (à la fois communiste et social-démocrate) qui était encore dans une certaine mesure porteur, au niveau idéologique, politique et économique, d'une perspective alternative au système capitaliste. Je ne pourrai pas dans le cadre de cet article construire toutes les médiations qui seraient nécessaires pour proposer une traduction terme à terme du débat par rapport aux enjeux actuels du secteur associatif. J'espère toutefois que cet article pourra constituer une sorte de « mise en abîme », à partir d'une époque chronologiquement proche et pourtant idéologiquement lointaine, des ambivalences des stratégies associatives face à l'État.

Nous allons d'abord présenter l'idée poulantzienne selon laquelle toute lutte politique doit se situer sur le terrain de l'État afin de transformer le

1 Sur cette ambivalence du secteur associatif, voir, entre autres, Zalzett Lily, Fihn Stella, *Te plains pas, c'est pas l'usine ! L'exploitation en milieu associatif*, Le Mas d'Azil, nietléditions, 2020, pp. 21-27.

2 Sur cette fonction de la sphère publique, les références fondamentales sont Habermas Jürgen, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1978 ; Fraser Nancy, « Repenser la sphère publique : Une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement », *Qu'est-ce que la juste sociale?*, Paris, La Découverte, 2011.

Cette publication, extraite du numéro 3 (décembre 2021) de la revue *Permanences critiques*, est momentanément réservée aux abonné.e.s.

Pour vous abonner, cliquez sur la vignette ci-contre.



ALORS QUE LA CRISE DU COVID19 TEND À FORTEMENT RE-IMPREGNER LE DÉBAT PUBLIC ET POLITIQUE DE LA QUESTION DE L'AMPLEUR, DES OBJECTIFS, DES MODALITÉS, DES EFFETS DE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS LA VIE QUOTIDIENNE DE LA POPULATION, CE TROISIÈME NUMÉRO DE *PERMANENCES CRITIQUES* ENTEND S'INTERROGER SUR LES RESSOURCES CRITIQUES DONT DISPOSENT LA SOCIÉTÉ CIVILE EN GÉNÉRAL ET LE SECTEUR ASSOCIATIF EN PARTICULIER POUR PENSER L'ÉTAT ET SES FORMES CONTEMPORAINES. PLUS SPÉCIFIQUEMENT, CONSTATANT UNE CERTAINE INDÉTERMINATION DU CONCEPT D'ÉTAT DANS L'ACTION ET LA PENSÉE ASSOCIATIVES, IL EST ICI QUESTION DE PARTIR DES RELATIONS AMBIGUËS ENTRETENUES PAR LES ASSOCIATIONS AVEC L'ÉTAT POUR ÉVALUER QUELS IMPACTS CES AMBIGUÏTÉS ONT SUR LEURS ORIENTATIONS IDÉOLOGIQUES ET STRATÉGIQUES FONDAMENTALES.

ÉTUDE

ÉTAT ET ASSOCIATIONS

De l'autonomie à l'encastrement idéologique

NICOLAS MARION • • • • • 11

ANALYSE

LES ASSOCIATIONS, PRODUIT OU ENNEMI DE L'ÉTAT INTÉGRAL ?

JOHN CHRISTIAENS • • • • • 37

ANALYSE

RETOUR SUR UN VIEUX DÉBAT ENTRE MARXISTES

qui pourrait nourrir la réflexion sur le rapport entre État et associations

FABIO BRUSCHI • • • • • 51

ANALYSE

DERNIERS RECOURS : NOTES SUR L'ÉTAT PANDÉMIQUE

ALBERTO TOSCANO • • • • • 61

VARIA

TOMBEAU POUR LES LUTTES ?

Pour une lecture non-programmatique des processus insurrectionnels

CLAIRE GARDES • • • • • 73

Le sommaire du n° 3
de *Permanences critiques*